

## **Concertation sur la réforme de l'asile**

### **Fiche n°6**

#### **Procédure d'examen prioritaire ou accéléré de certaines demandes**

**Etat du droit :** en application du CESEDA, certaines demandes d'asile, définies par la loi, peuvent, à l'initiative des préfectures être examinées par l'OFPRA dans des délais plus rapides (15 jours ou 96 h). La directive « procédures » de 2013 maintient la possibilité de procédures « accélérées ».

#### **OPTION 1- Suppression des procédures prioritaires:**

Cette option garantirait une stricte égalité entre tous les demandeurs, sans considération des circonstances de la demande ou du caractère présumé infondé de la demande. Elle peut cependant conduire, par son effet attractif, à une hausse de la demande d'asile qui pèsera sur l'OFPRA, la CNDA et l'ensemble du dispositif ainsi qu'à un allongement des délais globaux.

#### **OPTION 2- Procédure prioritaire confiée à l'OFPRA :**

L'orientation vers la procédure normale ou vers la procédure prioritaire serait confiée à l'OFPRA, et non plus aux préfectures. Elle permettrait de tenir comptes des mérites intrinsèques de la demande. Elle suppose une identification très précoce par l'OFPRA.

#### **OPTION 3 - Mise en œuvre de la procédure prioritaire partagée entre la préfecture et l'OFPRA :**

La préfecture garderait compétence pour orienter la demande d'asile en procédure prioritaire pour des motifs d'ordre régalién (ordre public, demande reposant sur une fraude ou présentée en vue de faire échec à une mesure d'éloignement). L'OFPRA aurait compétence pour placer en procédure prioritaire dans d'autres cas, soit très objectifs (POS), soit nécessitant une appréciation du contenu intrinsèque de la demande - notamment ceux prévus par l'article 31-8 de la directive « procédures » (demandes dénuées de pertinence, incohérentes et contradictoires...).

#### **OPTION 4 - Maintien du statu quo : compétence des préfectures pour le placement en procédure prioritaire :**

La préfecture garde compétence pour orienter la demande d'asile en procédure prioritaire sur base des critères prévus par le CESEDA (ordre public, POS, demande reposant sur une fraude ou présentée en vue de faire échec à une mesure d'éloignement). Il n'y a pas d'autres cas de mise en œuvre de la procédure prioritaire.

